

SOMMAIRE

Villes

- 1) « Bry / Des migrants pourraient être hébergés dans l'ex-gendarmerie » - Le Parisien
- 2) « Bry / Les Deux amis » ont été tournés aux studios de Bry » - Le Parisien (Cliquez sur lien joint ci-après)
- 3) « Nogent / Le nombre d'adjoints au maire revu à la baisse » - Le Parisien
- 4) « Fontenay / Les volontaires à l'accueil des réfugiés se préparent » - Le Parisien
- 5) « Saint-Mandé / L'ouverture de l'école juive repoussée à janvier » - Le Parisien

Département

- 1) « Que peut l'Etat dans le Val-de-Marne ? » - 94 Citoyens
- 2) « Réfugiés : 242 places mobilisables en Val-de-Marne » - 94 Citoyens
- 3) « D'anciens élus départementaux honorés par le Préfet » - Le Parisien
- 4) « Nous allons accompagner 20 créatrices d'entreprises pendant 18 mois » - Le Parisien

Région / Régionales

- 1) « Une table-ronde régionale pour les Roms va être organisée » - 94 Citoyens
- 2) « *Anne Hidalgo s'attaque au statut de Paris* » - Le Monde
- 3) « La grosse colère de Bartolone » - Le Parisien
- 4) « Grand Paris Express : les secrets de la future gare Pleyel dévoilés » - Le Parisien
- 5) « Un téléphérique pour relier le RER C et le RER E à l'étude » - Le Parisien

Politique nationale

- 1) « Nicolas Sarkozy rassemble ses rivaux contre lui » - Le Monde
- 2) « Les Républicains : dix mois après le retour de Sarkozy, le nombre d'adhérents a baissé » - Le Point
- 3) « Chez les bailleurs sociaux, la crainte d'un désengagement de l'Etat » - Le Monde
- 4) « L'Etat vole au secours des collectivités asphyxiées par les prêts toxiques » - Le Monde
- 5) « Brèves » - Le Monde

Ouverture et curiosités

- 1) « De l'accueil des réfugiés au logement des sans-abri » - Le Monde
- 2) « Les « chibanis » de la SNCF indemnisés et reconnus comme cheminots » - Le Monde
- 3) « Les Vingt-Huit encore à la recherche d'un accord » - Le Monde
- 4) « Réfugiés : le détail de la répartition, pays par pays » - Le Point

Villes

« Bry / Des migrants pourraient être hébergés dans l'ex-gendarmerie » - Le Parisien

BRY-SUR-MARNE

Des migrants pourraient être hébergés dans l'ex-gendarmerie

NI DATE D'ARRIVÉE NI NOMBRE précis de réfugiés n'a été communiqué à la ville de Bry-sur-Marne. Mais la commune fait partie de celles qui ont été choisies par le conseil départemental et la préfecture pour accueillir les premiers migrants. L'information a été rendue publique lundi soir par le maire, qui répondait à son opposition durant le conseil municipal.

Deux vœux avaient été proposés au vote, l'un en faveur de l'accueil de migrants par les élus socialistes, un autre pour « refuser de mobiliser des logements sociaux tant que la France et l'Europe ne conduiront pas une véritable politique migratoire commune, raisonnée et donc raisonnable », par les élus de droite de Génération Bry.

« L'accueil des migrants n'était pas un point à l'ordre du jour, mais

j'ai voulu répondre aux élus avec les informations dont je dispose, explique Jean-Pierre Spilbauer, maire (DVD) de Bry. J'ai reçu la semaine dernière un appel du président du conseil départemental me disant que huit familles de migrants allaient arriver dans l'ancienne gendarmerie, avenue de Rigny. Mais depuis, ni le département ni la préfecture n'ont pu être plus précis. »

Le maire avait préparé un courrier aux riverains, suspendu en attente d'informations complémentaires, qu'elle distribuera finalement à partir de demain à tous les habitants. La ville a déjà commencé à fédérer ceux qui sont prêts à se mobiliser autour de cet accueil « pour que tout se mette en place dans les meilleures conditions et dans un climat serein et apaisé ».

LAURE PARNY

« Nogent / Le nombre d'adjoints au maire revu à la baisse » - Le Parisien

NOGENT-SUR-MARNE

Le nombre d'adjoints au maire revu à la baisse

JACQUES JP MARTIN A TOUT FAIT pour garder le nombre de ses adjoints au maire et adjoints de quartier tel quel. Mais à la suite de la saisine du contrôle de légalité par l'ancien conseiller municipal d'opposition Michel Gilles et à une décision du tribunal administratif de Melun, la municipalité va devoir revoter ce soir.

Peu après l'élection de la nouvelle équipe municipale en mars 2014, 12 adjoints et 4 adjoints de quartier avaient été nommés et sont depuis rétribués pour ces fonctions. Sauf que ce nombre n'est plus autorisé pour une ville de cette strate. « La municipalité dépassait de 16 % l'enveloppe légale des indemnités des élus », insiste l'Association citoyenne pour la transparence et l'initiative populaire à Nogent (Action), qui avait également souligné ce problème lors d'un contrôle citoyen.

Deux élus deviendront conseillers délégués

Finalement, ce soir, les élus vont abaisser le nombre d'adjoints à 11 et le nombre d'adjoints de quartier à 3. « Lors du calcul nos services s'étaient basés sur des dispositions non actualisées, reconnaît Jacques JP Martin, le maire (LR) de Nogent. Je me suis bagarré pour garder cet arrondi au-dessus, mais ça n'a pas été possible. » Tous les élus gardent dans la délibération de ce soir leurs délégations, mais certains passent du titre



Jacques JP Martin, le maire (LR) de Nogent, perdra ce soir un adjoint de plein exercice et un adjoint de quartier à la suite d'une décision du tribunal administratif. (LP/Oliver Corsan.)

d'adjoints à conseiller municipaux avec une délégation spéciale. Ce qui fait passer leur indemnité mensuelle de 1 200 € brut à 748 € brut.

L.P.

« Fontenay / Les volontaires à l'accueil des réfugiés se préparent » - Le Parisien

FONTENAY-SOUS-BOIS

Les volontaires à l'accueil de réfugiés se préparent

■ Municipalité, associations, structures de solidarité, et tout habitant de la ville volontaire. Une grande réunion pour organiser la solidarité autour des migrants est organisée ce soir, de 19 heures à 21 heures, dans la salle du conseil municipal de l'hôtel de ville de Fontenay (esplanade Louis-Bayeure). Tous les bénévoles peuvent y prendre part, mais déjà une soixantaine de personnes et d'associations ont été conviées. « Nous avons déjà mobilisé les structures capables d'aider à rédiger les demandes d'asile ou encore à apprendre le français aux réfugiés », précise Michèle Le Gauyer, adjointe (PG) au maire (PCF) à l'action sociale et la solidarité. Aucune arrivée de migrants n'est précisée pour l'instant.

« Saint-Mandé / L'ouverture de l'école juive repoussée à janvier » - Le Parisien

SAINT-MANDÉ

L'ouverture de l'école juive repoussée à janvier

ELLE N'OUVRIRA qu'en janvier. Les responsables de La Maison de nos enfants, association éducative née en 2012, avait pourtant projeté son école prive juive à Saint-Mandé pour cette rentrée de septembre. Mais pour ce faire, il faut l'aval du rectorat. « Il nous manque encore un papier administratif, explique Nehama Altabé, présidente de l'association. C'est un peu long ! »

L'enseignante est pourtant déjà dans les murs...

Mais le projet n'est pas abandonné. La structure mise sur pied par le rabbin Isaac Altabé, en charge de la synagogue locale Rabbi Chimon Bar Yohai, et son épouse, Nehama, plaît beaucoup à la communauté. « Nous accueillons déjà une centaine d'en-



Saint-Mandé. « Il manque quelques papiers administratifs. Nous repoussons donc la date d'ouverture de l'école », explique Nehama Altabé. (LP/C.N.)

fants dans locaux pour des activités périscolaires ou les déjeuners cashers », affirme la responsable.

L'école ouvrira dans un premier temps un niveau de maternelle. Déjà huit familles sont intéressées par le projet pédagogique qui comprend notamment l'enseignement de l'hébreu le matin. « Cette école est ouverte à tous, précisent les responsables. Il suffit d'adhérer au projet pédagogique. »

Sous contrat depuis septembre, l'enseignante est dans les murs. Elle aide pour le moment aux activités extrascolaires et peaufine l'élaboration des projets du centre.

CORINNE NÈVES

La Maison de nos enfants, 19, rue du Commandant-Mouchotte, à Saint-Mandé. Tél. 01.48.08.37.73.

Département

« Que peut l'Etat dans le Val-de-Marne ? » - 94 Citoyens

Durant cinq heures ce lundi 21 septembre, les conseillers départementaux ont dialogué avec le préfet du Val-de-Marne, Thierry Leleu, à propos de l'action de l'Etat dans le Val-de-Marne, à partir d'un rapport largement détaillé et chiffré d'une centaine de pages. En 50 questions écrites et largement autant à l'oral, les élus ont abordé de nombreux sujets, du logement au transport en passant par la sécurité et l'emploi.

Fil conducteur des interventions bien-sûr, la baisse des dotations globales de fonctionnement (DGF), budget octroyé par l'Etat aux communes et autres collectivités locales pour exercer des compétences qui revenaient autrefois à l'Etat, dans le cadre de la décentralisation. « Entre 2013 et 2017, la DGF sera passée de 237 millions d'euros à 144 millions d'euros », a résumé en préambule de la séance Christian Favier, président PCF du Conseil départemental, faisant écho aux manifestations organisées ce weekend par les maires. **« Comment accepter, comme c'est trop souvent le cas, que l'Etat montre du doigt les collectivités comme si elles étaient les principales responsables des déficits et de la dette publique ? Comme le rappelle l'AMF, 25% de l'effort de réduction des dépenses est actuellement porté par les Communes alors qu'elles ne sont responsables que de 4% de la dette publique du pays ! »,** a questionné à son tour Olivier Capitanio, président du groupe LR- Val-de-Marne autrement. Daniel Breuiller, maire EELV d'Arcueil, a également alerté sur le risque déflationniste, rappelant que les investissements des communes avaient baissé de 14 % l'an dernier. Pascal Savoldelli, président du groupe Front de Gauche a également évoqué la fermeture des centres de la Caisse d'allocations familiales (CAF) et de sécurité sociale (CPAM, caisse primaire d'assurance maladie). « Il y avait 41 centres de la CPAM dans le Val-de-Marne en 2002, 18 en 2012 et 4 aujourd'hui », a compté l' élu. Au-delà de ce message, rappelé quasiment par chacun, de nombreux autres problèmes très concrets du département ont été évoqués tour à tour, chaque élu témoignant à l'échelle de son canton.

Les élus veulent plus de policiers et de commissariats

Côté sécurité, plusieurs élus ont réclamé des moyens supplémentaires. « 5 nouveaux policiers au commissariat du Kremlin-Bicêtre contre 8 départ, le compte n'y est pas », a déploré Daniel Breuiller, évoquant la présence de trafics de drogue à des sorties d'établissements scolaires. **Paul Bazin a pour sa part évoqué « l'augmentation des incivilités et des actes de délinquance sur le canton de Nogent-sur-Marne, en particulier le nombre de cambriolages, s'enquérant de la création d'une quatrième patrouille pour renforcer la brigade anti-criminalité du commissariat.** Dominique Le Bideau, présidente du groupe Centristes et indépendants, a également évoqué le cas de Vincennes tandis que Daniel Guérin (MRC) souhaitait s'assurer que le commissariat étendu dans ses compétences de Choisy se verrait bien transférer du personnel supplémentaire. Un élu a réclamé également un commissariat de plein droit à Villejuif, le commissariat du Kremlin étant celui qui sert la population la plus importante. Pas question de créer un nouveau commissariat de plein exercice à Villejuif a répondu le préfet, car cela entraînerait des nouvelles tâches administratives au lieu de mettre les

gens sur le terrain. Un transfert d'effectif aura en revanche bien lieu concernant le commissariat de Choisy (voir article détaillé). Le préfet a également répondu à Paul Bazin que la Bac ce Nogent disposerait de deux équipes grâce à l'arrivée de deux nouveaux agents ce mois-ci, et a annoncé la création de trois nouvelles brigades spécialisées de terrain (BST) à Villeneuve-Saint-Georges-Valenton, Villejuif et Vitry-sur-Seine.

Politique de la ville : quid des quartiers qui ne sont plus prioritaires?

« Nous sommes passés de 78 à 42 quartiers aidés en politique de la ville », a pointé Olivier Capitanio, s'interrogeant sur les modalités de la « veille active » destinée à suivre les quartiers qui ne sont plus prioritaires, et signalant que cela concernait 13% des habitants du département. Sur ce point, le préfet a indiqué que la nouvelle carte s'était basée exclusivement sur les revenus et que si les quartiers n'étaient plus inclus dans la carte, cela était donc plutôt positif.

Ras-le-bol des routes jonchées d'immondices

Plusieurs élus ont aussi manifesté leur détresse face à l'état d'entretien des autoroutes, des arbres mal taillés aux détritiques qui jalonnent le passage. « L'an dernier, j'avais obtenu un crédit de 800 000 euros pour le Val-de-Marne. Cette année, est prévu un crédit de 10 millions d'euros au niveau de l'Île-de-France, et le nettoyage a commencé par le Nord francilien, aux alentours de l'aéroport de Roissy. Chaque année, ce sont 6500 tonnes de déchets qui sont ramassées en Île-de-France. Le problème est que dès que l'on nettoie, il faudrait recommencer 3 semaines après », a répondu le préfet.

Dépôt pétrolier de Villeneuve-le-Roi

Concernant le projet de PPRT (Plan de prévention des risques) lié au dépôt pétrolier de Villeneuve-le-Roi, Daniel Guérin a insisté sur les risques qu'il ferait encourir en l'état, en autorisant des constructions beaucoup plus près du site. Le préfet a répondu en indiquant qu'il avait demandé à ce que l'enquête publique relative à ce PPRT soit reportée à janvier 2016. A lire sur ce sujet : Les élus s'inquiètent du plan de prévention, et, Ségolène Royal répond.

Feu vert pour Altival, feu rouge pour Televal

Ca y est, l'Etat a débloqué la vente du foncier de la VDO pour démarrer le projet Altival. La première phase du projet va donc démarrer très vite, qui sera à l'ordre du jour du prochain Conseil du Stif. La seconde phase n'est en revanche pas calée pour l'instant, comme l'a regretté Jean-Daniel Amsler. Feu rouge en revanche du côté de la Téléal, suspendue au survol devenu problématique du nouveau centre de formation des pompiers (voir article détaillé). Des solutions de détournement sont possibles mais le projet prendra forcément du retard, même s'il est bien inscrit dans le programme de financement du CPER (Contrat de plan Etat région). De quoi désoler la maire LR de Limeil-Brévannes, Françoise Lecoufle, qui a rappelé à quel point sa ville était concernée par cette liaison.

Un nouveau schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage

Interrogé sur le schéma d'aires d'accueil des gens du voyage, le préfet a indiqué qu'une nouvelle proposition était en cours et sera discutée prochainement par le Conseil départemental. Le précédent schéma avait été retoqué au contentieux.

« Réfugiés : 242 places mobilisables en Val-de-Marne » - 94 Citoyens

Le Val-de-Marne n'a pas encore été sollicité à ce jour pour accueillir des réfugiés en provenance d'Allemagne mais 142 places d'hébergement d'urgence sont déjà à disposition et 100 places supplémentaires sont mobilisables sous peu a indiqué ce lundi 21 septembre, le préfet Thierry Leleu à l'occasion de son compte-rendu des activités de l'Etat dans le Val-de-Marne. « Grâce à la mobilisation des maires du département, mes services ont répertorié plus de 50 logements, sans compter ceux relevant du domaine privé (ndlr : associations, familles, congrégations religieuses...). Je me réjouis profondément de l'élan de solidarité et de fraternité de nos concitoyens. Nous serons en mesure de faire face à cette crise, et d'y répondre dans la durée », a ajouté le préfet.

« D'anciens élus départementaux honorés par le Préfet » - Le Parisien

POLITIQUE

D'anciens élus départementaux honorés par le préfet

■ Lors de la présentation du bilan des services de l'Etat devant les élus du conseil départemental, lundi, le préfet a annoncé avoir fait membres honoraires de cette instance d'anciens élus sortants, battus ou qui ne se représentaient pas. Jean-Marie Brétilon (LR), Jacques Loison (LR), Jacques JP Martin (LR), Jacques Perreux (EELV) et Bruno Tran (DVD) ont reçu ce titre. A la demande du président (PCF) du conseil départemental, Christian Favier, Thierry Leleu a également conféré l'honorariat à Chantal Bourvic (PCF), Laurent Garnier (PCF) et Jacques Leroy (DVD).

« Nous allons accompagner 20 créatrices d'entreprises pendant 18 mois » - Le Parisien

ÉCONOMIE

« Nous allons accompagner 20 créatrices d'entreprise pendant dix-huit mois »

Laura Chebab, chef de projet à la CCI en charge du dispositif ExcELLEnce



Créteil, hier. Laura Chebab commencera le recrutement des bénéficiaires du nouveau programme de la CCI d'ici un mois. Les heureuses élues seront connues en janvier. (LP/A-LA)

C'EST UNE PREMIÈRE EN ÎLE-DE-FRANCE. La Chambre de commerce et d'Industrie du Val-de-Marne a profité hier de sa première soirée dédiée aux nouveaux dirigeants, organisée dans ses locaux à Créteil, pour présenter ExcELLEnce, un dispositif novateur d'accompagnement dédié aux femmes souhaitant devenir chefs d'entreprises. Explications avec Laura Chebab, chef de projet création d'entreprises, en charge du programme.

Pourquoi la CCI 94 monte-t-elle au créneau sur la question de l'entrepreneuriat au féminin ?

LAURA CHEBAB. La réponse est simple. C'est l'une des priorités gouvernementales. L'objectif est d'arriver à 40 % de chefs d'entreprise femmes en 2017, contre 32 % en 2014. On voit qu'il y a un levier. Les femmes sont de plus en plus nombreuses à se

lancer et à en avoir envie. Selon un sondage, deux femmes sur trois considèrent que la création d'entreprise est plus épanouissante que le salariat. Le problème, c'est que beaucoup de structures coexistent (associations, collectivités...) sans interagir. Du coup, beaucoup de femmes s'y perdent.

En quoi consiste le dispositif ?

Nous allons accompagner vingt créatrices d'entreprise pendant dix-huit mois. Ces femmes auront accès à des formations, du coaching avec un entrepreneur expérimenté. Elles seront invitées à des événements de la CCI ou de nos partenaires et pourront ainsi se faire un réseau. On les aidera aussi à identifier leurs besoins de financement et à rencontrer les acteurs du secteur bancaire.

A qui s'adresse l'aide que vous proposez ?

Aux créatrices d'entreprises de moins de cinq ans ou aux porteuses de projet avec un business plan en cours de finalisation. Il faut que le projet soit sur le département. Nous allons sélectionner vingt bénéficiaires, tous secteurs d'activité confondus (commerce de détail, services à la personne, conseil...). Le recrutement sera lancé en octobre-novembre. Les vingt bénéficiaires seront connues en janvier.

Vingt bénéficiaires, ça n'est pas beaucoup... Que deviendront les autres postulantes ?

Toutes celles qui ne seront pas retenues bénéficieront d'un accompagnement hors programme. On les mettra en relation avec des organismes pouvant répondre à leur préoccupation.

Propos recueillis par

ANNE-LAURE ABRAHAM

Pour postuler : www.cci94.fr.

Région / Régionales

« Une table-ronde régionale pour les Roms va être organisée » - 94 Citoyens

« Pourquoi la mobilisation des acteurs publics et associatifs qu'il est possible d'engager actuellement pour les réfugiés dans un moment d'émotion légitime, ne l'est pas sur un problème, également profondément humain, posé depuis des années sans réelle solution : l'accueil des Roms? » a questionné Pascal Savoldelli, président du groupe Front de gauche au sein du Conseil départemental, à l'occasion du compte-rendu des activités de l'Etat dans le département du préfet du Val-de-Marne, Thierry Leleu. Et l'élus a réitéré la demande d'une table ronde au niveau régional sur cette question.

Cette fois date a été donnée. Cette réunion est prévue a indiqué le préfet, donnant même la date : le mardi 20 octobre.

« Anne Hidalgo s'attaque au statut de Paris » - Le Monde

Anne Hidalgo s'attaque au statut de Paris

La maire de la capitale veut redécouper les arrondissements et renforcer les pouvoirs de la Ville face à l'Etat

C'est « un très grand chantier », prédit-elle. Anne Hidalgo veut fusionner la commune et le département de Paris en une seule collectivité, repenser les arrondissements et reconquérir la quasi-totalité des pouvoirs du préfet de police dans la ville. « A moi de porter une nouvelle étape dans l'histoire de la conquête démocratique de Paris, qui ne fasse plus peur à l'Etat central », confie au Monde la maire (PS) de la capitale. « Il y a un souhait du gouvernement d'accompagner la démarche qui est la mienne », assure-t-elle. Selon M^{me} Hidalgo, l'objectif reflète un projet de loi modifiant le statut de Paris qui pourrait être examiné au Parlement « si possible début 2016 ».

Dans une note confidentielle de quatre pages, dont Le Monde a eu connaissance, remise courant septembre au président, François Hollande, et au premier ministre, Manuel Valls, M^{me} Hidalgo détaille son projet, présenté par son directeur de cabinet, Mathias Vicherat, comme un « bouleversement institutionnel aussi important que l'élection du maire

au suffrage universel en 1977 ». La capitale a vocation à devenir « une nouvelle collectivité de la République », indique la note. La Ville de Paris, à la fois commune et département, pâtit de « lourdeurs bureaucratiques », telles que l'existence de deux budgets distincts. « Je suis allée jusqu'au bout de ce que je pouvais faire pour mutualiser les services et les compétences de la commune et du département », affirme M^{me} Hidalgo. Mais, pour franchir un pas supplémentaire, il faut un texte législatif.

Au moment où se crée la métropole du Grand Paris, « nous devons rationaliser l'organisation administrative parisienne », plaide-t-elle. Le constat a été dressé par la chambre régionale des comptes (CRC) dans un rapport remis en juillet : « Le département de Paris n'a plus vraiment de réalité », soulignent les juges de la CRC, qui préconisent « une fusion » entre les deux collectivités pour « ne pas laisser subsister une situation de confusion ».

Déséquilibre démographique

Dans le sillage de « moderniser » le cadre de l'action municipale, M^{me} Hidalgo veut, par ailleurs, faire « évoluer » la carte des arrondissements de Paris. Les écarts de population entre eux sont « considérables », rappelle la note de son cabinet. Le 1^{er} arrondissement compte ainsi quinze fois moins d'habitants que le 15^e. Cette disparité est un obstacle à une « égalité de traitement des usagers » devant le service public local. Ce déséquilibre démographique est surtout source d'iniquité démocratique.

A l'appui de sa démonstration, le cabinet de M^{me} Hidalgo cite la décision du Conseil constitutionnel qui, en août, a censuré le mode d'élection des élus parisiens à la future métropole du Grand Paris. Les juges constitutionnels ont estimé que le scrutin prévu dans le cadre des arrondissements par la loi portant nouvelle organisation de la République (NOTRe) mécon-

naissait « le principe d'égalité devant le suffrage ». Cette censure « ébranle sensiblement le fondement politique de l'arrondissement comme secteur électoral », souligne le document de M^{me} Hidalgo transmis à l'exécutif.

Pour que la loi Paris-Lyon-Marseille de 1982 puisse s'appliquer aux élections municipales et métropolitaines de 2020, il y a « nécessité » de rééquilibrer démographiquement les arrondissements, plaide la maire de Paris. Tout en évoquant la piste de « regroupements par secteurs, comme à Marseille », M^{me} Hidalgo se garde de qualifier une nouvelle carte des arrondissements. « C'est un sujet que je veux aborder sans donner l'impression de fermer le jeu, pour ne pas être accusée d'arrière-pensées électoralistes », insiste-t-elle à l'adresse de la droite parisienne qui ne devrait pas se priver de lui en faire le procès.

Troisième ambition de son projet de réforme : desserrer le corset préfectoral qui comprime les pouvoirs du maire de Paris. « La répartition des compétences » entre l'Etat et la Ville, indique la note,

Un projet de loi modifiant le statut de Paris pourrait être examiné au Parlement « si possible début 2016 »

« nuit à l'efficacité des politiques qu'il faut conduire ». Il s'agit de « sortir de la relation de défiance historique de l'Etat envers la capitale », proclame M^{me} Hidalgo.

Pour avoir les coudées plus franches en matière de lutte contre la pollution, elle souhaite avoir autorité sur l'ensemble de la voirie parisienne. Alors que certains axes relèvent toujours du préfet de police pour les règles de stationnement et de circulation. « Il a fallu attendre 2012 pour que le gouvernement demande au préfet de police de nous accompagner sur le projet de fermeture des voies sur berges rive

gauche », rappelle M^{me} Hidalgo. Cette décision, bien que votée par le Conseil de Paris, avait été entravée par le préfet de l'époque à la demande du gouvernement de François Fillon. C'est anormal ! »

Une tutelle étatique « obsolète »
Pour aménager les quais de la Seine, autoriser la baignade dans les plans d'eau parisiens, décider des horaires d'ouverture des débits de boisson, signer les arrêtés d'interdiction d'alcool, M^{me} Hidalgo aspire aux mêmes pouvoirs que les autres maires. De même souhaite-t-elle « être compétente pour traiter de l'insécurité des questions d'urbanisme ». « On n'a plus vite si le plan de sauvegarde du Marais, qui relève de l'Etat, était discuté et voté par les élus parisiens en même temps le plan local d'urbanisme », remarque M^{me} Hidalgo. Les arrêtés d'évacuation d'immeubles insalubres devraient également relever, à ses yeux, de la mairie et non plus du préfet.

En revanche, la maire de Paris ne souhaite pas des pouvoirs supplémentaires en matière de maintien de l'ordre. « Assurer la sécu-

rité à Paris doit relever de l'Etat, surtout dans une période de menace terroriste », insiste-t-elle.

L'entreprise de M^{me} Hidalgo pour en finir avec une tutelle étatique « obsolète », dit-elle, s'inscrit dans une stratégie plus large. « Il faut que certains grands ministères très jacobins comprennent que les villes-mondes comme Paris sont porteuses de modernité face aux Etats centraux », assène-t-elle. En guerre avec Emmanuel Macron, le ministre de l'Economie, au sujet des pouvoirs des maires en matière d'autorisation de travail le dimanche, M^{me} Hidalgo encercle Berry en élargissant son offensive.

Pour faire valoir son projet, M^{me} Hidalgo peut compter sur quelques relais au sein de l'Etat. Secrétaire général adjoint de la mairie de Paris, Aurélien Rousseau est en passe de rejoindre le cabinet de Manuel Valls. Ce conseiller d'Etat devrait mettre à profit sa connaissance des arcanes de l'Hôtel de Ville pour inspirer un nouveau chapitre des relations entre la capitale et le pouvoir central. ■

BÉATRICE JÉRÔME

VERBATIM

« La mère des réformes à Paris, c'est l'élection du maire au suffrage universel direct par tous les Parisiens, comme dans toutes les communes de France. L'anomalie, c'est qu'Anne Hidalgo a été élue en 2014 alors qu'elle était minoritaire en voix. (...) [Le maire de Paris] doit avoir le droit d'avoir une police municipale comme toutes les communes de France, même si la lutte contre le terrorisme doit rester du domaine de l'Etat ».

Nathalie Kosciusko-Morizet, chef de l'opposition (Les Républicains) au Conseil de Paris

Des siècles de relations tendues avec l'Etat

« L'HISTOIRE DES RELATIONS entre l'Etat et Paris est parcourue d'affrontements », remarque François Hollande, reçu à l'Hôtel de Ville de Paris le 15 mai 2012, jour de son investiture comme président de la République. Depuis la révolte des Parisiens de 1356 contre l'impôt royal, ennnnés par le prévôt des marchands Etienne Marcel, jusqu'à la révolution de 1848, en passant par la Commune de 1871 et la Commune insurrectionnelle en 1972, Paris a été une ville rebelle que le pouvoir central n'a eu de cesse de vouloir contrôler. La double tutelle du préfet de la Seine et du préfet de police sur la capitale qui s'exerce à partir de 1800 – sauf pendant quelques brèves parenthèses – en est la marque.

Pour prix de son insoumission, la capitale attendra 1977 pour connaître la première élection démocratique de son maire

au suffrage universel, soit près d'un siècle après toutes les autres communes de France qui l'ont eue depuis 1884.

Rapprochement des deux collectivités

En portant devant le Parlement la loi du 31 décembre 1975 qui dispose du mode d'élection du maire de Paris, Valéry Giscard d'Estaing, alors chef de l'Etat, espère l'avènement à l'Hôtel de Ville de son candidat, Michel d'Ornano. Las. A l'issue d'une bataille qui déchire la droite, c'est Jacques Chirac qui éternuera les habits de maire – il les conservera jusqu'en 1995 – tandis que le préfet de police gardera la plupart de ses prérogatives, notamment celle du maintien de l'ordre. Aucune réforme d'envergure n'a décollé depuis les compétences enchevêtrées de l'Etat et du pouvoir municipal en matière de sécurité, d'urbanisme ou de circulation.

La loi Paris-Lyon-Marseille (PLM) du 2 mars 1982 a instauré l'élection des maires d'arrondissement au suffrage universel par le conseil d'arrondissement issu des urnes. Les arrondissements étaient passés de 12 à 20 sous Napoléon III, en 1859, après l'annexion par Paris de 22 communes riveraines.

Paris est à la fois commune et département depuis la loi du 10 juillet 1964. Celle-ci a permis au général de Gaulle de dissoudre le département de la Seine et de créer les sept départements de la petite et de la grande couronne qui forment, avec Paris, la région Ile-de-France. Depuis, l'histoire de Paris n'aura été qu'un long processus de rapprochement entre ses deux collectivités : en 1987, les services départementaux et communaux de Paris ont fusionné. ■ B. J.

« La grosse colère de Bartolone » - *Le Parisien*

La grosse colère de Bartolone

PS. Après la défaite des socialistes aux municipales de Noisy-le-Grand dimanche, le fief de Seine-Saint-Denis bascule à droite. Plus qu'alarmant à deux mois des régionales.

« LA LOYAUTÉ, ça marche dans les deux sens : j'attends des ministres qu'ils se taisent, surtout quand ils n'ont rien à dire. » Signé Claude Bartolone, qui n'a pas caché sa colère hier devant ses visiteurs, notamment à l'encontre d'Emmanuel Macron. Au lendemain de la défaite du PS à Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis), le candidat socialiste aux élections régionales en Ile-de-France est furieux. Contre le ministre de l'Economie, accusé de démobiliser l'électorat de gauche avec ses propos sur les fonctionnaires. Contre les divisions à gauche qui compliquent son duel avec Valérie Pécresse, la candidate LR.

Dimanche soir, à Noisy, Bartolone a encaissé mâchoires serrées la remarque de ce militant socialiste : « Ma femme et mes deux enfants sont fonctionnaires et je n'ai pas réussi à les convaincre de voter. » Résultat, la mairie bascule à droite pour... 33 voix d'avance. Certes, la défaite est d'abord celle du candidat local Michel Pajon. Entre les deux tours, la progression de 2 000 voix de la liste PS n'a pas suffi. Et même la venue de Christiane Taubira, l'icône de la gauche, n'a pas fait la différence. Le maintien de la liste du Front de gauche a été fatal. « Si je suis catastrophé et blessé, c'est de voir où mène le poison des divisions », confie Bartolone. Chez l'homme fort du 9-3, la droite unie est désormais majoritaire, détenant

21 mairies sur 40. Or le département, tout comme Paris ou celui du Val-de-Marne, est traditionnellement un réservoir de voix pour le PS. En 2012, François Hollande y a recueilli parmi ses meilleurs scores. Avant que la désillusion ne pousse ces bataillons de fidèles vers l'abstention. D'où le credo adopté depuis que le président de l'Assemblée nationale s'est lancé dans la course : « Il faut dégeler l'électorat populaire », martèle-t-il.

Ne pas céder à la panique

Pour l'heure, c'est dur. Alexis Bachelay a passé son dimanche dans la cité de la Caravelle, à Clichy-la-Garenne (Hauts-de-Seine). « L'accueil est poli, mais c'était déjà le cas aux municipales et aux départementales l'an dernier », glisse le député. Avec à la clé deux défaites. « La perte de Noisy-le-Grand, c'est un signe inquiétant, un précédent qui fait mal », alerte le député de l'Essonne Malek Boutih. Certaines voix commencent à grogner. « On fait une campagne à l'ancienne, ça ronronne », râle un élu de la grande couronne. Sans compter l'éclatement de la gauche qui peut « produire le même scénario qu'à Noisy », prévient le député du Val-d'Oise Philippe Doucet.

Bartolone ne veut pas céder à la panique et refuse d'accélérer le rythme.

« Tu peux arroser le désert avec un jet d'eau, ça reste un désert », approuve Bachelay. « Là on fait du muscle, bientôt on monte sur le ring face à Pécresse », ajoute Boutih. Ce week-end, le PS dévoilera ainsi « un livre noir » de la gestion des villes passées à droite l'an dernier. Sans attendre fin octobre et la publication de son programme, Bartolone commence à livrer quelques propositions. Comme celle qui consiste à n'avoir que des « rames neuves, ventilées et connectées » à la fin de son mandat s'il est élu. Coût estimé entre 8 et 10 Mds€. ■



Claude Bartolone est tête de liste socialiste aux élections régionales en Ile-de-France.

par Éric Hacquemand

« Grand Paris Express : les secrets de la future gare Pleyel dévoilés » - Le Parisien

Grand Paris Express : les secrets de la future gare Pleyel dévoilés

SAINT-DENIS (93). Kengo Kuma a présenté son projet hier. Le bâtiment laissera entrer la lumière jusqu'à 27 m de profondeur, au niveau des quais. Un ensemble qui a séduit le jury à l'unanimité et dont l'ouverture est prévue en 2023.



Le futur ensemble sera construit en verre et en acier. Un vide sera laissé au centre de l'édifice pour laisser entrer la lumière extérieure. (Agence Kengo Kuma et associés.)

UN NEUD DE TRANSPORT de la dimension de Châtelet-les Halles, mais sans ses défauts. C'est l'ambition affichée de la gare Pleyel, à Saint-Denis (93), future station majeure du Grand Paris à l'horizon 2023. Hier, Kengo Kuma, architecte japonais mondialement connu, est venu présenter les plans de cette « gare emblématique et ancrée dans la ville ». Loin de la froideur souterraine des Halles. « L'ambition n'est pas de faire Châtelet, même si les deux gares sont comparables en termes de dimension. A Pleyel c'est différent, on est dans le Grand Paris de demain », assure Philippe Yvin, président du



Saint-Denis (93), hier, l'architecte Kengo Kuma a parlé des plans de cette « gare emblématique et ancrée dans la ville ».

deur, au niveau des quais du super-métro. Ce patio créera un lien entre les quatre niveaux du sous-sol et les trois de la « superstructure ». La façade principale, côté ouest, sera elle aussi ouverte, pour permettre un meilleur ensoleillement, et sera ornée de filtres verticaux, pour contrôler la lumière à l'intérieur. « Cela va donner une certaine identité au bâtiment », estime Kengo Kuma.

■ Une conception « en origami »

C'est l'autre originalité : le lieu est conçu comme un « jeu de plis », à l'image des origamis japonais en papier. Une solution aussi pour favoriser l'accessibilité des personnes à mobilité réduite. L'entrée principale, côté rue Pleyel, ne se fait que sur un niveau. « Le parvis va presque pénétrer à l'intérieur du bâtiment », explique l'architecte. En revanche, l'arrière de la gare, sur trois niveaux, sera bien plus haut, pour permettre aussi d'isoler phoniquement le bâtiment des voies ferrées juste derrière. Un moyen aussi de mener les voyageurs du parvis jusqu'au pont au-dessus des rails, situé plusieurs mètres plus haut. « C'est assez unique. La gare a la forme d'une colline, cela n'évoque pas quelque chose de complètement artificiel », se félicite Kengo Kuma.



■ Une station multifonctionnelle

« Je n'ai pas seulement dessiné une gare, mais aussi un espace public pour les habitants », assure l'architecte. Dans son bâtiment sont ainsi prévus une médiathèque numérique de 1 500 m², un espace de co-working de 2 000 m² et 1 800 m² de commerces. « Les gares du futur ne sont pas que fonctionnelles, ce sont des lieux où l'on se rencontre et où l'on échange des informations », argumente-t-il.

■ La continuité urbaine avec le franchissement des voies ferrées

« La gare n'est pas seule. C'est une gare, une place et un pont », indique Kengo Kuma. En 2023, une immense passerelle pourrait en effet relier le Landy à Pleyel-Saint-Denis et assurer la correspondance entre la gare du RER D Saint-Denis - Stade-de-France, côté Landy, et la future gare Pleyel du Grand Paris. « Ce franchissement urbain a pour objectif de cicatiser le territoire », défend Patrick Braouezec, le président (FG) de Plaine Commune (93). « Cela ouvrirait le Landy sur un autre lieu de vie. Pour nos 11 000 salariés présents à Saint-Denis, c'est vraiment très important », salue Guillaume Pepy, PDG de la SNCF. L'agglomération a lancé ce mois-ci le concours d'architectes

pour ce bâtiment-pont. Ces derniers doivent rendre leur copie avant le 9 octobre. Kengo Kuma n'en fera pas partie. « Je ne dessinerai pas le pont », a-t-il confié hier. Charge à ses confrères d'obtenir la même unanimité pour cet ouvrage que pour sa gare.

NATHALIE PERRIER
ET JEAN-GABRIEL BONTINCK

Début des travaux en 2018, ouverture espérée en 2023

Le calendrier est serré, le financement aussi. C'est ce qu'a reconnu la Société du Grand Paris (SGP), hier, en présentant la gare emblématique par laquelle passeront 4 lignes du futur métro automatique, en interconnexion avec trois autres lignes existantes. « C'est un chantier à 200 M€, avance Philippe Yvin, président du directoire de la SGP. On a coutume de dire que le souterrain, c'est 90 % du coût d'une gare. L'emprise du chantier, c'est un cube de 110 m de long sur 70 m de large et 30 m de profondeur. Il faut s'imaginer le fossé que cela représente. » Autant dire que le moindre souci risque de ralentir ce chantier, au calendrier minuté. La SGP a déjà acquis les terrains, il reste à reloger les sociétés qui les occupent, avant d'entamer les démolitions en 2016. D'ici fin 2017, les marchés seront lancés auprès des entreprises de travaux publics, et les déviations nécessaires des réseaux souterrains (gaz, eau, téléphone...) devront avoir commencé. Les travaux principaux suivront début 2018. La mise en service de la ligne 16 et 17 sud, et donc l'ouverture de la gare, est prévue en 2023. « Il n'y a pas de marge de manœuvre », reconnaît Xavier Duclairoix, directeur de projet à la SGP. Un événement pourrait contraindre toutes les parties prenantes à tenir les délais : en septembre 2017, Paris saura si elle organise les JO 2024. Dans ce cas, le village olympique pourrait se situer à Pleyel, à deux pas de la gare.

J.-G.B. ET N.P.

GARE CHÂTELET-LES HALLES	
1977	Année de mise en service
750 000	Nombre de voyageurs par jour
8 lignes : RER A, B et D et métros 1, 4, 7, 11 et 14	Lignes de transport ferré
4,5 ha	Superficie de la gare
22,5 m (niveau -5)	Profondeur des quais

La gare Pleyel, en Seine-Saint-Denis, aura des dimensions et une capacité comparables à celles de Châtelet-les Halles.

GARE PLEYEL	
2023	Année de mise en service
250 000	Nombre de voyageurs par jour
7 lignes : RER D, Transilien H et métros 13, 14, 15, 16 et 17	Lignes de transport ferré
4,5 ha	Superficie de la gare
27 m (niveau -4)	Profondeur des quais

« Un téléphérique pour relier le RER C et le RER E à l'étude » - Le Parisien

■ L'INFO DU JOUR

Un téléphérique pour relier le RER C et le RER E à l'étude

DES TÉLÉCABINES surplombant l'Essonne pour se déplacer entre les gares RER de Brétigny et d'Evry ? C'est l'un des projets actuellement à l'étude pour la transformation de l'ancienne base militaire de Brétigny-sur-Orge, qui accueillera à terme une zone de maraîchage bio et près de 10 000 emplois.

Ce pôle que l'Etat va bientôt rétrocéder aux collectivités accuse actuellement un déficit de transport. Pour y remédier, le Val d'Orge envisage de créer un téléphérique reliant les deux gares RER : le C à Brétigny et le D à Evry, en passant par la base aérienne 217 de Brétigny. « La piste d'envol est située pile à mi-chemin entre les deux gares », estime Alain Gayraud, directeur de la SPL Val d'Orge (société publique locale d'aménagement, en charge du devenir de la base entre autre).

Deux lignes longues de 5 km

Deux lignes prévues pour des télécabines, longues de cinq kilomètres, pourraient donc voir le jour avec comme point final de chaque côté les gares RER C et D, et de l'autre, la pointe nord de la BA 217. « Ce n'est encore qu'à l'état de projet », nuance Olivier Leonhardt, le président (PS) de l'agglomération du Val d'Orge (Essonne), avant de détailler ce qui va faire l'objet d'une étude de faisabilité dans les prochaines semaines. « L'avantage du téléphérique, c'est que c'est infiniment moins cher que d'installer un tramway ou un train », reprend le maire de Sainte-Geneviève-des-Bois. Pas besoin en effet de réaliser de lourds travaux d'infrastructure ou d'acquérir des terrains. « Construire un téléphérique, ça coûte environ 10 M€ au kilomètre, calcule Alain Gayraud. Pour enjamber la N 104 par exemple, c'est deux poteaux et des filins. » Pour l'instant, aucun arrêt supplémentaire n'est prévu.

Le téléphérique peut transporter jusqu'à 7 000 passagers par heure. « Quand on sait que la Route de Corbeil voit passer 15 000 voitures par jour ou que le RER C en heure de pointe, c'est maximum 40 000 usagers par heure, ce serait très largement



La base aérienne 217 de Brétigny (Essonne) est au centre d'un grand projet. Mais ce futur pôle générateur d'emplois a besoin d'être mieux desservi. Le Val d'Orge a imaginé une liaison entre les gares de Brétigny et d'Evry, via un téléphérique. (Djamel Klouche/AUC.)

suffisant », assure le président de l'agglomération. Ce projet, porté par la collectivité locale, devrait être financièrement soutenu aussi par l'Etat, la Région et le Département. « Nous allons justement présenter ce projet au Stif (Syndicat des transports d'Ile-de-France) l'an prochain, glisse Alain Gayraud. Car le ticket des voyageurs serait, a priori, celui d'un bus ou d'un train classique. »

Reste à voir la faisabilité de ce dossier permettant de relier en transport en moins de 15 minutes le futur Grand stade de Ris-Orangis et la base de Brétigny. « On ne doit pas passer au-dessus des habitations », martèle Sylvain Tanguy, le maire PS du Plessis-Pâté. Mais avec les zones industrielles et

commerciales de Brétigny, de la Croix-Blanche, la forêt de Saint-Eutrope côté Fleury, cette ligne aérienne ne semble pas une idée en l'air. « C'est autour de la gare de Brétigny que c'est le plus compliqué, affirme Sylvain Tanguy. Mais on croit à cette option de téléphérique car c'est écolo, silencieux et cela permettrait de désenclaver ce secteur. »

Pour monter dans ces cabines, les habitants devront attendre au moins une dizaine d'années. « Si le projet aboutit, on pourrait envisager une ouverture entre 2020 et 2025, selon l'évolution de la reconversion des 300 ha de l'ancienne base aérienne », prévoit Alain Gayraud.

FLORIAN LOISY

Politique nationale

« Chez les bailleurs sociaux, la crainte d'un désengagement de l'Etat » - Le Monde

Chez les bailleurs sociaux, la crainte d'un désengagement de l'Etat

Bercy souhaite supprimer les aides à la pierre, alors que les objectifs de construction annoncés par François Hollande sont loin d'être tenus

Les 755 bailleurs sociaux de France attendent François Hollande de pied ferme. Le président est annoncé, jeudi 24 septembre, à Montpellier, pour la clôture du 76^e congrès annuel de l'Union sociale pour l'habitat (USH). La dernière visite d'un chef d'Etat à ce congrès remonte à celle de François Mitterrand en 1989.

Bien que ce puissant secteur, fort de 4,5 millions de logements et de 750 000 salariés, soit tenu par les socialistes, qui en président les principales instances, les critiques y fusent contre le gouvernement. Fin août, la maire de Paris, Anne Hidalgo, s'inquiétait du désengagement de l'Etat dans le finance-

ment du logement social, craignant une suppression des aides à la pierre, ces subventions à la construction jugées indispensables.

Marie-Noëlle Lienemann, ancienne ministre du logement, vice-présidente de l'USH, vient, elle aussi, d'adresser une lettre ouverte à M. Hollande : « Les engagements que vous avez pris devant les Français lors de l'élection présidentielle n'ont pas été tenus. (...) Nous produisons un nombre extrêmement faible de logements sociaux, avec des loyers trop élevés ».

La promesse était de créer 150 000 logements sociaux par an, la production a plafonné à 113 000, en 2014, et ne dépassera

pas 100 000 en 2015. Le mécontentement des congressistes est surtout dirigé contre Bercy, où l'on finalise le budget pour 2016 et où l'on souhaite carrément rayer d'un trait de plume les aides à la pierre. Sur les 400 millions d'euros promis pour l'année 2015, 120 ont déjà été financés par une ponction dans les réserves des organismes HLM eux-mêmes. Et Bercy imagine volontiers d'autres prélèvements.

Fin juillet, Sylvia Pinel, ministre du logement, a annoncé la création d'un Fonds national des aides à la pierre, piloté par l'Etat, les collectivités locales et l'USH, pour orienter l'argent là où sont

les besoins. Mais la ministre s'est bien gardée de préciser la manière dont il serait alimenté et les représentants des HLM redoutent qu'il se résume à un fonds déjà existant, créé par eux-mêmes pour mutualiser leurs trésoreries.

« Dodus dormants »

En 2009, certains organismes, dotés de confortables trésoreries, surnommés « les dodus dormants », s'étaient vus menacés par Christine Boutin, alors ministre du logement, de se voir confisquer leur trésor, tentative réitérée en 2012 par son successeur, Benoist Apparu. Les « dodus » ont

donc préféré mettre en place leur propre mécanisme de pérennisation qui, dès 2014, a drainé 200 millions d'euros et atteindra 600 millions d'euros en 2016. Bercy n'a pas renoncé à faire main basse dessus. La Caisse des dépôts a d'ailleurs, en vue de ce congrès, publié une opportune étude sur la bonne santé financière des organismes HLM, avec, en 2013, une trésorerie de 12 milliards d'euros et, sur la masse des loyers perçus, des marges accrues, passées de 7 % en 2011 à 10 % en 2013.

Bercy étudie aussi le rétablissement de la taxe dite de contribution des revenus locatifs (2,5 % des loyers des immeubles de plus

quinze ans), supprimée en 2006, où la majoration des rentrées de surloyers dus par les locataires dont les revenus dépassent de 20 % les barèmes de ressources HLM, en baissant ce seuil à 10 %.

« Ces projets visent tous à faire payer nos locataires, donc à majorer les loyers, alors que nous faisons face à une paupérisation croissante de notre public », plaide Frédéric Paul, délégué général de l'USH. « Pourquoi ne pas faire payer les banques, en baissant de 0,40 % à 0,30 % la commission de gestion que l'Etat leur verse sur les dépôts des livrets A ? Cela rapporterait 250 millions d'euros », estime-t-il. ■

ISABELLE REY-LEFEVRE

« Nicolas Sarkozy rassemble ses rivaux contre lui » - Le Monde

Nicolas Sarkozy rassemble ses rivaux contre lui

Le président des Républicains fait approuver son projet sur l'immigration par un vote des militants

Nicolas Sarkozy nage en plein paradoxe. Le président du parti Les Républicains (LR) a beau répéter que ses troupes doivent « rester unies », à moins de trois mois des élections régionales, celui qui se présente comme le rassembleur en chef de la droite peine à imposer son leadership et à maintenir la paix en interne.

Aujourd'hui, ses rivaux paraissent surtout unis contre lui, en l'accusant de vouloir verrouiller la campagne de la primaire à droite pour la présidentielle de 2017. En cause : la méthode suivie pour faire adopter le projet du parti sur l'immigration.

Au lieu de consulter les principaux ténors – comme cela est habituellement le cas pour trancher des questions de poids –, Nicolas Sarkozy a préféré faire approuver ses propositions par les seuls adhérents, estimés à environ 179 000. Quelque 53 000 d'entre eux ont voté vendredi 18 septembre, à plus de 90 %, le questionnaire résumant sa ligne de fermeté sur l'immigration. De quoi lui permettre de se présenter en position de force devant le bureau politique, prévu mardi 22 septembre. « Ce résultat clair et sans appel est un grand succès de la démocratie directe voulue par Nicolas Sarkozy », a applaudi Lydia Guilrous, porte-parole de LR, lors d'un point presse, lundi, au siège parisien du parti.

Débat sans vote

Le camp Sarkozy souligne que la question ayant obtenu le plus de « oui » est celle sur l'assimilation (97,43 % de réponses positives). Une manière de présenter le résultat comme une victoire de la ligne dure de leur champion, partisan de l'assimilation, face à celle plus modérée d'Alain Juppé, qui défend, lui, le concept d'intégration. « Ce plébiscite organisé vise à faire apparaître Juppé en décalage idéologique avec l'électorat de

Le sujet est clos pour les sarkozystes : le texte voté par la base s'impose aux dirigeants, qui n'ont pas leur mot à dire

droite », décrypte un soutien de l'ancien chef de l'Etat.

Désormais, le sujet est clos, dans l'esprit des sarkozystes : le texte voté par la base constitue le projet du parti sur l'immigration. Il s'impose aux dirigeants, qui n'ont pas leur mot à dire. Un simple débat, sans vote, est prévu au bureau politique. « A partir du moment où les adhérents ont dit oui, cela n'a aucun sens de faire voter les responsables du parti », justifie l'entourage du président de LR. Cette méthode de face-à-face entre M. Sarkozy et la base doit devenir la règle pour trancher les grands sujets du projet pour 2017. Selon lui, le texte sur l'immigration doit constituer « le premier bloc » du projet commun qu'il entend imposer à ses rivaux avant la primaire.

Sauf que ces derniers contestent vivement la méthode employée, en reprochant au président de LR de vouloir verrouiller le débat pour neutraliser la concurrence. « Les questions posées aux militants » auraient dû « faire l'objet d'un débat interne » en amont, « dans le cadre du bureau politique », a protesté François Fillon, dans un entretien au JDD. Pour l'ex-premier ministre, qui sera absent au bureau politique, le projet du parti ne pourra pas « ligoter » le futur candidat à la présidentielle.

Le camp Juppé dénonce également la méthode employée par M. Sarkozy. « On peut s'imaginer que le projet sur l'immigration n'ait pas donné lieu à une discus-



Au premier campus des Jeunes Républicains, le 12 septembre, au Touquet (Pas-de-Calais). OLIVIER TOUQUET/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

sion en bureau politique, avant de le faire approuver par les adhérents », peste Gilles Boyer, conseiller du maire de Bordeaux. « On aurait pu en discuter entre nous avant », aborde le député juppétiste Benoist Apparu, estimant que le texte adopté par les adhérents « ne peut pas être le projet immigration imposé à notre candidat pour 2017 ». « Dans l'esprit de la V^e République, ce ne sont pas les partis qui font les programmes des candidats à la présidentielle », souligne-t-il. Bruno Le Maire est du même avis : « Le parti peut définir un socle de pro-

positions, mais il ne porte pas le projet présidentiel. Chaque candidat défendra sa propre vision. »

« Risqué »

Si la forme est contestée, le fond l'est également. Plusieurs ténors ont manifesté leur désaccord avec les propositions de M. Sarkozy sur l'immigration. Que ce soit Alain Juppé, François Fillon ou Nathalie Kosciusko-Morizet, tous ont jugé irréaliste son idée d'ouvrir des centres de rétention dans des pays extérieurs à l'Union européenne. M. Fillon et M^{me} Kosciusko-Morizet sont également oppo-

sés à la réforme du droit du sol proposée par M. Sarkozy, prévoyant notamment d'interdire à un enfant né sur le territoire d'acquiescer la nationalité française si ses parents étaient sans-papiers. Récemment déclaré à la primaire, le député de la Drôme Hervé Mariton a dénoncé quant à lui des « propositions impossibles » à appliquer, en citant le rétablissement des contrôles aux frontières nationales pour les étrangers non européens.

Chez les sarkozystes, certains s'inquiètent de l'effet potentiellement dévastateur de l'offensive

de leur candidat. « Il pousse ses rivaux à se démarquer, afin de les présenter aux militants comme des diviseurs avant les régionales, décrypte l'un d'eux. Cela peut lui faire gagner des points auprès du noyau dur mais c'est risqué car il installe la division en interne. » Valérie Pécresse, candidate LR en Ile-de-France, ne s'y est pas trompée. Craignant de pâtir de ces tensions, elle a lancé sur un ton alarmiste : « La primaire, c'est en 2016 ! Qu'ils soient tous patients, qu'ils attendent 2016 pour engager la bataille ! » ■

ALEXANDRE LEMARIÉ

« Les Républicains : dix mois après le retour de Sarkozy, le nombre d'adhérents a baissé » - Le Point

Ce nombre est passé de 181 000 à 179 920 en un an. Nicolas Sarkozy avait annoncé l'objectif de 500 000 adhérents pour la présidentielle 2017.

Le nombre d'adhérents chez Les Républicains a très légèrement baissé en un an, passant de 181 000 à 179 920, a-t-on appris mardi auprès d'Éric Ciotti, secrétaire général adjoint aux fédérations, confirmant une information de France Info. « On est au 22 septembre à 179 920 adhérents à jour de cotisation, l'année dernière à la même date, on en était à 181 000 », a indiqué Éric Ciotti à l'Agence France-Presse.

« C'est une stabilité. Il y avait eu un pic considérable des adhésions en septembre 2014 avec l'élection à la présidence qui a mobilisé les adhérents, c'était une période très dense l'année dernière », a commenté le député LR des Alpes-Maritimes. « L'objectif des 300 000 adhésions fixé à la fin de l'année est tout à fait tenable d'autant qu'on a des procédures de consultation pour le projet » qui motivent des adhésions, d'après lui.

Objectif de 500 000

Nicolas Sarkozy a annoncé l'objectif de 500 000 adhérents pour la présidentielle 2017. « On a eu 53 000 participants » sur la consultation réalisée la semaine passée sur les propositions du parti concernant l'immigration, s'est félicité M. Ciotti.

« Dans un contexte compliqué pour les partis, c'est un résultat excellent », a-t-il encore salué, comparant les « chiffres transparents » de son parti à « l'opacité du PS qui doit être autour de 60 000 adhérents à jour de cotisation » – le parti en avait revendiqué 131 000 pour son congrès début juin – et à ceux du FN, 51 552 adhérents à jour de cotisation au 4 mai. Ce qui fait dire à Éric Ciotti que le parti dirigé par Nicolas Sarkozy « est le premier parti, très largement ».

« L'Etat vole au secours des collectivités asphyxiées par les prêts toxiques » - Le Monde

L'Etat vole au secours des collectivités asphyxiées par les prêts toxiques

Un fonds de soutien doté de 3 milliards d'euros a été mis en place

C'est une bonne nouvelle pour les collectivités territoriales, en cette période de disette budgétaire et de chute des dotations d'Etat. Et elle était très attendue.

Le gouvernement a fait savoir, le 18 septembre, que les premières propositions d'aides chiffrées allaient être notifiées, à compter de lundi 21 septembre, aux villes, départements, régions et autres intercommunalités victimes des emprunts « toxiques » massivement distribués, dans les années 1990 et 2000, par leurs banques – au premier rang desquelles, feu la banque franco-belge Dexia.

Ces aides seront distribuées par l'entremise d'un fonds de soutien doté de 3 milliards d'euros sur quinze ans, cofinancé équitablement par l'Etat et les grandes banques françaises.

En apparence alléchants et vendus comme des produits dénués de risques, ces crédits dits « toxiques » se sont révélés être de véritables bombes financières à retardement. Hautement spéculatifs, ils étaient d'abord assortis de taux fixes exceptionnellement bas. Mais basculaient ensuite sur des taux variables indexés non pas sur l'inflation, comme c'est traditionnellement le cas, mais sur des formules difficilement compréhensibles (l'évolution des parités de change entre différentes monnaies, l'euro face au franc suisse, le dollar face au yen...).

Les 700 collectivités concernées par

ces aides – sur un total de 1 500 collectivités et organismes publics ayant souscrit de tels prêts – sont celles qui ont décidé d'appeler l'Etat au secours, estimant leurs dettes ingérables. Parmi elles figurent les départements du Rhône, de Seine-Saint-Denis ou de l'Ain, ainsi que les communes de Rueil et Châtillon... La première vague de notifications sera toutefois adressée aux seules collectivités qui ont saisi les pouvoirs publics dès 2014, bien avant la date butoir du 30 avril 2015. Les autres devront patienter un peu. La quasi-totalité des clients de Dexia, l'ex-premier prêteur au secteur public local mis en faillite lors de la crise des dettes publiques de 2010, auraient déposé un dossier.

Le prix à payer

Concrètement, ce soutien doit permettre aux collectivités de négocier avec leurs banques la sortie de ces prêts à hauts risques, moyennant le paiement d'une indemnité de remboursement anticipé. Il doit donc aider les collectivités à se défaire des prêts.

Selon les experts du secteur, ce fonds de soutien de 3 milliards d'euros serait « plutôt bien calibré », ainsi que l'estime Emmanuel Fruchard, consultant en finance et conseiller municipal socialiste de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines). Le coût de sortie total des prêts toxiques était, de fait, estimé, à plus de 10 milliards d'euros en 2012, pour l'ensemble des collectivités. Le prix à payer, pour éviter de voir la charge de la dette exploser à moyen terme... « Les 3 milliards re-

présentent une bonne partie de la perte que devraient subir les collectivités », souligne M. Fruchard.

Depuis 2012, les prêts ont évolué diversement. Certains ont vu leur coût se renchérir, à l'exemple des crédits adossés sur l'évolution de l'euro face au franc suisse, après l'annonce surprise, en janvier, de la suppression du cours plancher de la devise helvétique. D'autres, au contraire, liés à la parité euro-dollar ou dollar-yen, se sont révélés « moins perdants », grâce à la baisse de l'euro.

La principale question que se posent aujourd'hui les collectivités est de savoir comment seront calculées les aides promises par l'Etat, normalement fonction de grands critères-clés (taille de la collectivité, niveau d'endettement, caractéristiques du prêt). Le gouvernement s'était initialement fixé comme règle du jeu de ne pas aller au-delà de 45 % de la valeur de l'emprunt, mais a finalement annoncé, en janvier, que ce plafond pourrait être relevé pour les collectivités les plus fragilisées.

Une fois qu'elles auront reçu leur proposition d'aide, les collectivités auront trois mois pour l'accepter et renoncer ainsi à poursuivre leur banque en justice – condition sine qua non pour percevoir l'aide. Deux options se présentent. Soit l'aide du fonds est jugée suffisante, ce qui entraînera, si cela n'a pas déjà été fait, la mise en place d'un protocole avec la banque concernée. Soit cette contribution est insuffisante, ce qui

conduira la collectivité à poursuivre sa banque en justice, dans les traces de Saint-Cast-le-Guildo (Côtes-

d'Armor), qui a réussi à faire condamner Dexia, en juin, pour défaut d'information.

Anne Michel ■

« Brèves » - Le Monde

JUSTICE
Le trésorier du Front national mis en examen
Le trésorier du Front national, Wallerand de Saint-Just, tête de liste aux régionales en Ile-de-France, a été mis en examen lundi 21 septembre pour recel d'abus de biens sociaux dans l'affaire du financement du parti d'extrême droite. Les juges d'instruction soupçonnent le Front national d'avoir mis en place un système d'enrichissement frauduleux avec de l'argent public. - (AFP)

CONSEIL RÉGIONAL
Les élus écologistes font scission en Ile-de-France
Seize des 51 élus du groupe Europe Ecologie-Les Verts du conseil régional d'Ile-de-France ont annoncé la création d'un nouveau groupe - l'Union des démocrates et écologistes (UDE). Les partants, dont Jean-Vincent Placé, dénoncent la stratégie d'alliance d'EELV avec le Front de gauche. Emmanuelle Cosse, secrétaire nationale d'EELV, a jugé « pathétique » l'initiative de ses ex-camarades.

Ouverture et curiosités

« De l'accueil des réfugiés au logement des sans-abri » - Le Monde

De l'accueil des réfugiés au logement des sans-abri

LOGER
30 000 RÉFUGIÉS
SEMBLE À PORTÉE
DE MAIN.
POURQUOI NE PAS
POUSSER LA
DÉMARCHE POUR
LES PERSONNES
QUI DORMENT
DANS LA RUE
ET LES FAMILLES
PRIORITAIRES ?

ANALYSE
ISABELLE REY-LEFEBVRE
Service France
L'Etat, les communes, mais aussi les simples citoyens, découvrent, chaque jour, des ressources insoupçonnées permettant l'accueil de réfugiés. Ce sont des bâtiments scolaires, des maisons de retraite, des foyers de jeunes travailleurs ou d'apprentis, tous sous-utilisés, et même, à la stupeur générale, près de 80 000 logements HLM vacants : « 30 000 à 40 000 d'entre eux pourraient accueillir des migrants, une fois acquis le statut de réfugié, donc le droit d'être en France, rappelle Frédéric Paul, délégué général de l'Union sociale pour l'habitat, mais jusqu'il n'y a aucune demande pour ces logements, il n'y a aucune coupe-file. »
Loger 30 000 réfugiés semble donc à portée de main. Pourquoi ne pas pousser plus loin la démarche pour les 115 000 personnes qui dorment dans la rue, les 60 000 familles reconstruites, bénéficiaires du droit au logement opposable ou les 12 000 expulsés manu militari par an ? Les alertes désespérées lancées, cet hiver, par le 115 et le SAMU social, tous deux débordés de demandes d'hébergement et ne pouvant en satisfaire qu'à peine une sur deux, et les appels au secours des gestionnaires des centres d'hébergement saturés, de la Fondation Abbé-Pierre, de Droit au logement (DAL) peuvent enfin trouver une ré-

ponse dans la dynamique actuelle. Cela vaudra toujours mieux que louer à grands frais 40 000 chambres d'hôtel, chaque nuit, pour un coût annuel de 400 millions d'euros.
Il était temps de réaliser que l'on peut ainsi pousser les murs, car une forme de découragement avait gagné les militants et bénévoles d'associations submergées par l'ampleur des problèmes et les travailleurs sociaux qui n'ont pas de solution à proposer et dont la mission perd son sens. En janvier, Sophie Chabanel, diplômée d'ITEC qui fut salariée durant deux ans au sein d'une association lyonnaise d'insertion des défavorisés par le logement, décrivait, non sans humour, dans un livre-témoignage *Le Principe de réalité* (éditions Plein Jour), l'énergie sans limite qu'il lui fallait déployer pour décrocher des logements, tant la complexité des dispositifs est grande pour mieux cacher, sans doute, leur inefficacité : « Je n'imaginais pas que la recherche d'un hébergement à Lyon pour un jeune couple franco-algérien était aussi complexe qu'une fusion-acquisition entre deux géants de l'industrie agroalimentaire ou la mise en Bourse d'une start-up en pleine récession mondiale », écrivait-elle. Epuisée, découragée, elle a fini par démissionner.
Ne sommes-nous pas déjà accoutumés à l'inaction collective ? Combien de Parisiens font encore attention aux sans-abri croisés chaque jour ? Le nombre de SDF a bondi, en Ile-de-France, de 85 %, entre 2001 et 2011, et leur présence n'étonne ni ne détonne plus dans le paysage urbain. Le Niçois Hubert Jourdan, in-

lassable défenseur des réfugiés, fondateur de l'association locale Habitat et Citoyenneté, confiait à propos des migrants massés à la frontière italienne, près de Menton, cet été : « Il y a dix ans, quand se présentait le cas d'une famille à la rue, je remuais ciel et terre, je lançais des appels à l'aide sur le réseau Education sans frontières et je recueillais dix offres d'hébergement. Aujourd'hui, silence total, je n'ai aucune réponse ! » Le temps semble loin où Lionel Jospin, candidat à la présidence de la République, promettait, en 2002, « zéro SDF dans les rues », et l'impuissance d'aujourd'hui concourt à une insidieuse dépression française.
UNE DYNAMIQUE COLLECTIVE POSITIVE
L'affaire des réfugiés permet à la France et aux Français, stimulés par l'attitude d'ouverture de l'Allemagne, de réaliser qu'ils ont plus de ressources qu'ils ne le croyaient. La mobilisation de l'Etat au plus haut niveau, s'appuyant sur des maires volontaires, se révèle fructueuse, redonne confiance, remet en marche l'imaginaire et libère l'initiative pour trouver des solutions de logement pour tous les sans-toit. Sept cents maires de tous bords ont déjà répondu à l'appel, et chaque jour voit affluer de nouvelles propositions, offres, soutiens financiers. D'autres élus, notamment des communes les plus riches, ne l'ont pas encore fait mais se laisseront peut-être convaincre devant la démonstration que le choix de l'accueil crée une dynamique collective positive, qui n'oppose pas les misères les unes aux autres.

Ces nouvelles capacités d'accueil révèlent, en outre, les territoires disposant d'infrastructures sous-utilisées et prêtes à fonctionner de nouveau : casernes, hôpitaux, tribunaux, écoles, bureaux de poste, gares, gendarmeries, perceptions... La révision générale des politiques publiques a, depuis une dizaine d'années, supprimé à la hache des services publics et les emplois qui allaient avec, provoquant aussi une hémorragie dans les entreprises privées, banques, commerces, construction, créant des déserts médicaux, judiciaires, commerciaux, et alimentant un sentiment d'abandon.
C'est dans ces villes petites et moyennes que l'on trouve, notamment, un parc HLM disponible, à des loyers très accessibles, que les bailleurs sociaux envisagent de détruire, au rythme de 9 000 à 16 000 appartements par an, parce qu'il est devenu inutile. L'arrivée de nouvelles populations est peut-être une chance d'inverser la désertification dans ces secteurs, où même des emplois qualifiés ne sont plus pourvus. Parmi les réfugiés, il y a des médecins, des techniciens, des informaticiens, des ingénieurs, des étudiants, mais aussi des maçons et de potentiels créateurs d'entreprise dont pourraient ainsi profiter les quelque 300 petites villes recensées par l'Insee comme étant en décroissance démographique. Le saut d'intelligence auquel nous pousse cette vague migratoire inédite incite aussi à une nouvelle vision de la gestion du territoire. ■
rey@lemonde.fr

« Les « chibanis » de la SNCF indemnisés et reconnus comme cheminots » - Le Monde

Les « chibanis » de la SNCF indemnisés et reconnus comme « cheminots »

Le conseil des prud'hommes de Paris a condamné la compagnie ferroviaire pour discrimination envers plus de 800 Marocains, recrutés dans les années 1970

Des sourires, des embrassades et quelques larmes. Le V de la victoire avec leurs doigts. La centaine de chibanis (« cheveux blancs », en arabe) qui s'était déplacée jusqu'au conseil des prud'hommes de Paris, lundi 21 septembre, est ressortie peu avant 10 heures, soulagée et fière. « On est enfin reconnus comme cheminots », souligne Abdallah Britel, 61 ans, le visage apaisé. La SNCF vient d'être condamnée pour « discrimination dans l'exécution du contrat de travail » et « dans les droits à la retraite » de ces travailleurs originaires du Maghreb, pour la plupart aujourd'hui retraités.

La fourchette des dommages et intérêts oscille entre 150 000 et 230 000 euros. Les 832 plaignants, quasiment tous indemnisés, réclamaient en moyenne le double. Les requêtes avaient été examinées en mars, après parfois dix ans d'attente. Les conseillers prud'hommes n'ayant pas réussi à se mettre d'accord, un juge professionnel avait été appelé pour les départager.

Cette affaire, qui pourrait coûter près de 150 millions d'euros à la SNCF, prend racine dans les années 1970. La compagnie ferroviaire embauche alors 2 000 Marocains comme contractuels, en CDI de droit privé, sous un statut moins avantageux que celui de cheminot. Dans le jargon du rail, on les appelait les « PS25 ». Ils ne pouvaient pas accéder au statut

administratif de « cadre permanent », réservé aux Français (et, depuis peu, aux ressortissants de l'Union européenne). Autrement dit, Français et étrangers ne cotisaient pas aux mêmes caisses de santé et de prévoyance, n'avaient pas le même déroulement de carrière et ne partaient pas à la retraite au même âge, ni avec le même taux de pension. Cette clause de nationalité est toujours en vigueur.

Abdallah Britel a travaillé trente-cinq ans au dépôt de locomotives de Paris-La Villette. Retraité depuis 2007, ce sexagénaire n'a jamais pu accéder aux formations et aux examens internes, indispensables pour monter en grade. « Le pire, c'est qu'à 52 ans, quand j'ai obtenu le statut de cadre permanent, grâce à la nationalité française, j'ai perdu six ou sept niveaux dans la hiérarchie. Les jeu-

nes Français que j'ai formés sont devenus mes chefs. J'avais le même statut qu'un nouvel embauché. Ce fut très dur psychologiquement », confie-t-il, les yeux embués. A la suite de cet épisode, son salaire avait diminué de 400 euros.

« A travail égal, traitement égal » Saïd Eddibes, qui ne cache pas sa joie « d'être enfin considéré à sa juste valeur », se souvient d'un épisode traumatisant en 1979, sept ans après son arrivée gare de l'Est. « J'ai demandé à être chef d'équipe. On m'a alors envoyé dans une école, récapitule le Franco-Marocain. Et, puis le troisième jour, le directeur m'a dit : "Désolé, en fait, vous n'avez pas le droit car vous êtes étranger." »

« A l'époque, on ne connaissait rien de nos droits », déplore Mohammed Ngourari, 70 ans, dont quarante et un à la gare de triage de Woippy, en Moselle. On se faisait arnaquer sur nos fiches de paie. »

« A travail égal, traitement égal, martèle l'avocate des cheminots, Clélie de Lesquen-Jonas, chaudement applaudie par les chibanis. C'est à la fois une récompense morale et une réparation financière. Si la SNCF fait appel, on n'hésitera pas à demander plus d'argent, en suivant la jurisprudence européenne. Ce qui est sûr, c'est qu'on ne négociera pas avec la SNCF dans ce dossier hors-norme. »

Lundi matin, Nadia a tenu à assister son père septuagénaire, qui

VERBATIM

« La SNCF souligne la valeur de l'engagement de ces salariés au service du développement ferroviaire de notre pays. Dans cette affaire, née il y a quarante-cinq ans, la SNCF a respecté les dispositions légales en vigueur. Celles-ci excluent, aujourd'hui encore, l'embauche au statut SNCF de ressortissants de pays non membres de l'Union européenne. »

Communiqué de la SNCF, lundi 21 septembre, après la décision du conseil des prud'hommes.

célèbre la décision avec pudeur et retenue. Mohammed Bioudi a officié de 1972 à 2005 comme chef de manœuvre à Villeneuve-Saint-Georges, ville du Val-de-Marne où il habite toujours. « Je voyais bien que lui et ses collègues maghrébins subissaient une forte discrimination. Pourtant il ne refusait jamais rien à ses patrons. Il était peut-être trop honnête, trop arrangeant », soupire sa fille, les yeux rivés sur lui. Elle a bon espoir que la SNCF accepte le jugement. Mais après dix ans de combat judiciaire, « une mauvaise surprise peut vite arriver ». La compagnie ferroviaire a jusqu'au 23 octobre pour faire appel. ■

CYRIL SIMON

« Les jeunes Français que j'ai formés sont devenus mes chefs. J'avais le même statut qu'un nouvel embauché »

ABDALLAH BRITEL
retraité de la SNCF

« Les Vingt-Huit encore à la recherche d'un accord » - Le Monde

Les Vingt-Huit encore à la recherche d'un accord

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Les ambassadeurs auprès de l'Union européenne (UE) étaient encore en réunion, dans la matinée de mardi, pour tenter d'ébaucher des conclusions et permettre aux ministres de se prononcer sur un texte de la Commission. Formulé le 9 septembre, il visait à répartir dans l'UE 120 000 demandeurs d'asile arrivés en Grèce, en Italie et en Hongrie. Sur une base obligatoire, en fonction d'une savante clé de répartition.

La proposition de la Commission faisait suite à un projet de relocalisation pour 40 000 demandeurs d'asile, difficilement approuvé en juin et validé politiquement le 14 septembre seulement. Bruxelles évoquait aussi un système automatique de répartition pour le futur et une possibilité, pour les pays qui refuseraient des réfugiés, d'acquitter une sorte de pénalité financière. Ce dernier point ne sera pas évoqué mardi, tant il suscite la polémique. « On risquait d'accréditer l'idée qu'on peut payer pour ne pas accueillir et de créer un effet d'emballement. Cela aurait compliqué la situation des gouvernements prêts à accepter le plan de répartition », résume une source diplomatique.

Autre difficulté, de taille : le mé-

canisme des « 120 000 » est toujours refusé par la Slovaquie et la République tchèque. La proposition initiale de la Commission devait, dès lors, être en grande partie détricotée, mardi. Depuis quelques jours, les diplomates qui travaillaient à un accord ne parlaient plus que de « flexibilités » et planchaient sur un mécanisme complexe censé faire passer pour « obligatoires » des relocalisations qui pourraient, finalement, n'être que volontaires... Oubliée aussi, la « clé de répartition » qui aurait préfiguré un mécanisme permanent même si, à l'évidence, le flot des réfugiés est loin d'être tari.

Accord minimal

Pour le Luxembourg, qui assure la présidence tournante de l'UE, il s'agissait de tout faire pour conserver au moins le nombre, devenu symbolique, des 120 000 relocalisations de réfugiés (en deux ans...). « Si on n'y arrive pas, rien ne se fera. Je ne comprendrais pas qu'un pays puisse s'opposer à cela » expliquait, au Monde, lundi soir, le ministre des affaires étrangères, Jean Asselborn.

Divers responsables convenaient qu'il fallait effectivement atteindre cet objectif pour éviter d'autres commentaires hostiles sur cette Europe qui n'arriverait

même pas à s'entendre sur un nombre de plus en plus dérisoire face à la réalité de ce qui se déroule à ses frontières. On estime que de 4 000 à 6 000 personnes empruntent désormais quotidiennement la route des Balkans pour tenter de pénétrer dans l'UE.

Il reste que, même pour annoncer un accord minimal sur les 120 000, les négociateurs devaient encore lever, mardi matin, un important blocage : le refus de la Hongrie de participer au mécanisme qui devait relocaliser 54 000 personnes présentes sur son territoire. Budapest refuse d'apparaître comme un pays « de première ligne », par où entrent les demandeurs d'asile et où ils doivent introduire leur requête, mais est toutefois prêt à accepter des migrants venus de Grèce et d'Italie. Le gouvernement veut éviter que des camps se forment sur son territoire et préfère soit bloquer les réfugiés devant les murs et les barbelés érigés à ses frontières avec la Serbie – et bientôt la Croatie –, soit les laisser transiter vers l'Autriche. Diverses hypothèses étaient sur la table : le « quota » hongrois serait octroyé à la Grèce, partagé entre la Grèce et l'Italie, ou serait présenté comme une « soupape » pouvant servir à d'autres États confrontés à une crise à l'avenir...

Le renforcement des mesures répressives voté en Hongrie, avec le déploiement massif de policiers et de militaires désormais autorisés à utiliser leurs armes à feu, n'a suscité que peu de commentaires dans les institutions européennes. Elles ne veulent pas ajouter à la polémique, conscientes que les critiques du premier ministre, Viktor Orban, contre la Grèce, qui n'effectuait pas les contrôles nécessaires à ses frontières, ou l'Allemagne, qui aurait créé un « appel d'air » pour les réfugiés, sont désormais partagées par d'autres capitales.

Autre pays-clé pour une solution, la Pologne est, elle, décidée à accepter des réfugiés – et peut-être davantage que ce qui lui est demandé – mais sur une base volontaire. Mais Varsovie demandait à ne pas être placée dans une position impossible vis-à-vis de ses partenaires du groupe de Visegrad, au sein duquel la Hongrie et la Slovaquie adoptent une rhétorique anti-islam qui convainc aussi beaucoup de Polonais. Le PiS, parti conservateur donné favori pour les élections du 25 octobre, adopte aussi ce discours. Ce qui pourrait conduire à un changement de position de la Pologne après ces élections. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX
ET JEAN-PIERRE STROOBANTS

LE CONTEXTE

RÉPARTITION

120 000 réfugiés

Les ministres de l'Intérieur de l'Union européenne (UE) devaient se réunir à Bruxelles, mardi 22 septembre, afin de tenter de dégager un accord sur la répartition de 120 000 réfugiés et sur un plan de la Commission pour un mécanisme « automatisé » dans le futur. Leur précédente rencontre, le 14 septembre, s'était soldée par un échec.

« HOT SPOTS »

Centres d'accueil européens

Autre sujet sensible de la rencontre, la création de centres d'accueil européens pour les réfugiés en Grèce et en Italie (*hot spots* en anglais), pays en première ligne. Les demandeurs d'asile y seront triés puis répartis dans toute l'Union. Paris et Berlin militent fortement en faveur de cette solution, mais Athènes et Rome sont sceptiques.

« Réfugiés : le détail de la répartition, pays par pays » - Le Point

Les États membres de l'Union européenne ont adopté mardi la décision de se répartir l'accueil de 120 000 réfugiés en deux ans. Le nombre varie selon les pays.

Les ministres de l'Intérieur de l'UE ont adopté mardi au forceps une répartition de 120 000 réfugiés, dans 23 États membres, en provenance prioritairement d'Italie et de Grèce malgré l'hostilité des pays de l'Est.

Le texte précise déjà la destination précise de 66 000 d'entre eux. Les 54 000 restants devraient également être "relocalisés" à partir d'Italie et de Grèce, mais le Conseil de l'UE n'exclut pas d'autres provenances si une situation exceptionnelle devait se présenter.

Ce point devra ainsi être confirmé ultérieurement, mais leur répartition devrait être "proportionnelle" à la clé de répartition déjà utilisée pour les 66 000, a précisé la présidence luxembourgeoise du Conseil.

Voici un tableau récapitulant la destination entérinée des 66 000 premiers réfugiés concernés par le mécanisme, sur les 120 000 qui le seront à terme.

Allemagne : 17 036

Autriche : 1 953

Belgique : 2 448

Bulgarie : 852

Chypre : 147

Croatie : 568

Espagne : 8 113

Estonie : 199

Finlande : 1 286

France : 12 962

Revue de presse: Mercredi 23 septembre 2015

Lettonie : 281

Lituanie : 416

Luxembourg : 237

Malte : 71

Pays-Bas : 3 900

Pologne : 5 082

Portugal : 1 642

Rép.tchèque : 1 591

Roumanie : 2 475

Slovaquie : 802

Slovénie : 337

Suède : 2 397

Le Royaume-Uni, le Danemark et l'Irlande, qui disposent d'une option de retrait des politiques européennes liées à ces questions, ne sont pas concernés par cette répartition.